

# **Père Stalla-Bourdillon : « Un désarroi politique chez nos élus »**

**À proximité de la basilique Sainte-Clotilde, à Paris, l'aumônier des parlementaires observe des politiques inquiets et le climat délétère de la campagne présidentielle.**

28 mars 2017 – Le Figaro

Emmanuel Galiero

Placé aux premières loges d'une crise politique inédite, l'aumônier des députés et sénateurs est témoin de la violence de la campagne présidentielle. Au-delà du climat particulier de cette élection, il met en garde contre l'effacement des programmes derrière le discrédit des affaires. Pour cet homme d'Église, l'ensemble du corps social est menacé par le décalage croissant entre élus et électeurs. Aumônier des parlementaires depuis 2012, le père dirige également le Service pastoral d'études politiques à Paris, une structure créée en 1992 par le cardinal Lustiger, comme une présence de l'Église offerte à tous les responsables politiques qui le souhaitent.

**LE FIGARO. - Comment percevez-vous la classe politique française, à quatre semaines de la présidentielle ?**

Père Laurent STALLA-BOURDILLON. - Je suis le témoin d'un désarroi profond. On le ressent dans le cœur des parlementaires et du monde politique. Ils ont tout à fait conscience de la difficulté actuelle de faire jouer à la vie politique son propre rôle, parce que celle-ci est chahutée par quantité de choses. L'exercice du pouvoir est en plein questionnement, et ces acteurs sont meurtris par la difficulté d'exercer leur mandat. Une incertitude est palpable.

**Cette campagne vous semble-t-elle marquée par une forme de violence ?**

Oui, une violence sans nom. J'observe le préjudice considérable fait à la pensée politique par l'étroitesse du jeu médiatico-politique. D'une certaine façon, les responsables politiques usent et abusent des médias pour exister. En retour, les médias manipulent les politiques comme des marionnettes.

**Voulez-vous dire que la classe politique paye la monnaie de sa pièce ?**

Bien sûr. Cela ne durera pas forcément, mais elle est captée par l'illusion selon laquelle l'expression médiatique offrirait une image exhaustive, cohérente et neutre de la vie politique. Le 14 février, dans une note transmise aux parlementaires, j'évoquais la question de la neutralité médiatique en souhaitant que les électeurs réveillent leur esprit critique. Qu'ils ne soient pas dupes du foin médiatique autour d'affaires visant au discrédit plus qu'à l'approfondissement des programmes. Le pape François avait alerté l'opinion mondiale, le 7 décembre, sur les quatre tentations des médias que sont la « calomnie » par le mensonge, le

fait de salir une personne en faisant remonter son passé, la désinformation en ne disant qu'une partie de la vérité et, enfin, la volonté de « toujours communiquer le scandale et les mauvaises choses, même si elles sont la vérité ».

### **Après cinq années d'exercice, quel est le problème le plus important à vos yeux ?**

Je perçois un décrochage entre la vie des Français et la vie politique. Les parlementaires sont les premiers à reconnaître ce désamour. La vie politique ne semble plus avoir de prise sur les grandes et graves questions à résoudre aujourd'hui. Elle continue de se jouer comme si elle était sur une portée, mais pas à la mesure de la vérité des enjeux. Politique internationale, nouvelles technologies, défis éducatif et religieux... Ces divers éléments bouleversent le paysage de la vie sociale et obligent les politiques à changer de braquet, à s'interroger. Ils ne parviennent pas à ajuster leur parole aux attentes des citoyens, alors que l'opinion publique est en quête de responsables capables d'y répondre. Le référentiel républicain patine. Il est concurrencé par d'autres référentiels de substitution, politiques, religieux, etc. Puis les caméras étant entrées dans l'Hémicycle, il existe une difficulté à s'écouter. Selon certains, il est de bon ton à l'Assemblée de surjouer le clivage droite-gauche alors que les accords sont trouvés ensuite, en commission ou dans le bureau du ministre. Il serait peut-être bon d'inverser les choses, en exposant davantage les accords et moins les oppositions.

### **Certains élus craignent-ils une crise de régime ?**

Pas vraiment. La classe politique s'interroge sur une réforme institutionnelle, voire constitutionnelle. Il existe un besoin de retoucher les structures de la vie politique. Mais attention ! Ce n'est pas en transformant une ossature que vous donnez forcément plus d'épaisseur à un contenu. Les parlementaires se sentent attendus comme réformateurs techniques alors que le corps social tout entier a besoin d'une densité, d'une épaisseur humaine, d'une parole profonde. L'être humain, qui est aussi un être spirituel, ne peut pas vivre uniquement sur la dimension matérielle de l'existence.

### **Les sénateurs et députés reconnaissent-ils une responsabilité dans cette crise ?**

Oui. Mais faute d'avoir pu élever le niveau de leur réflexion et de leur pensée, pour l'imposer à la vie médiatique, ils se trouvent pris dans une sorte de piège. La politique est traitée selon les codes de la vie médiatique, avec sa logique économique. La meilleure télé-réalité est devenue la vie politique. Ce système se joue des responsables. Le principe électoral est devenu une machine à éliminer. On tient ainsi l'opinion en haleine. Mais depuis quand l'aide à penser fait-elle partie du cahier des charges de la vie médiatique ? Cela n'a jamais été son ambition. Donc, il n'y a rien d'étonnant à ce que nous en soyons là.

### **Croyez-vous à un sursaut ?**

La solution aux grandes questions qui s'imposent à la société française passera par l'exigence assumée des parlementaires à travailler davantage ensemble. En particulier s'il n'y a pas de majorité parlementaire, car ils seront mis au pied du mur. Dans la vie politique, la responsabilité paraît justement dans les moments de crise. Mais, majorité parlementaire ou pas, la vraie question pour ces élus du Parlement restera celle de leur capacité à écrire la loi, ensemble.